Guide sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises

Septembre 2018

(mis à jour en février 2024)

Table des matières

[1. Introduction 1](#_Toc151373906)

[2. Définitions (section 5) 1](#_Toc151373907)

[3. Règle du « un pour un » (section 7) 4](#_Toc151373908)

[3.1 Aperçu (paragraphe 7.1) 4](#_Toc151373909)

[3.2 Exigences de la politique (paragraphe 7.2) 5](#_Toc151373910)

[3.2.1 Détermination des activités administratives (paragraphe 7.2.1) 5](#_Toc151373911)

[3.2.2 Validation des estimations du fardeau administratif (paragraphe 7.2.2) 8](#_Toc151373912)

[3.2.3 Calcul des coûts administratifs (paragraphe 7.2.3) 8](#_Toc151373913)

[3.2.4 Évaluation des coûts administratifs (paragraphe 7.2.4) 10](#_Toc151373914)

[3.2.5 Compensation des coûts administratifs (paragraphe 7.2.5) 11](#_Toc151373915)

[3.2.6 Titres réglementaires compensatoires (paragraphe 7.2.6) 12](#_Toc151373916)

[3.2.7 Rapprochement à partir d’un portefeuille (paragraphe 7.2.7) 14](#_Toc151373917)

[3.2.8 Non-conformité à l’obligation de compenser (paragraphe 7.2.8) 15](#_Toc151373918)

[3.2.9 Exemptions (paragraphe 7.2.9) 15](#_Toc151373919)

[3.2.10 Exigences relatives aux résumés de l’étude d’impact de la réglementation (paragraphe 7.2.10) 17](#_Toc151373920)

[3.2.11 Exigence de présentation de rapports annuels (paragraphe 7.2.11) 21](#_Toc151373921)

[4. La Lentille des petites entreprises (section 8) 21](#_Toc151373922)

[4.1 Exigences de la politique (paragraphe 8.2) 21](#_Toc151373923)

[4.1.1. Détermination des répercussions sur les petites entreprises (paragraphe 8.2.1) 22](#_Toc151373924)

[4.1.2. Description des répercussions sur les petites entreprises (paragraphe 8.2.2) 22](#_Toc151373925)

[4.1.3. Validation des estimations du fardeau administratif et de conformité (paragraphe 8.2.3) 22](#_Toc151373926)

[4.1.4. Prise en compte des besoins des petites entreprises (paragraphe 8.2.4) 23](#_Toc151373927)

[4.1.5. Exigences plus souples pour les petites entreprises (paragraphe 8.2.5) 24](#_Toc151373928)

[4.1.6. Calcul des coûts administratifs et de conformité (paragraphe 8.2.6) 25](#_Toc151373929)

[4.1.7. Exigences liées aux résumés de l’étude d’impact de la réglementation (paragraphe 8.2.7) 25](#_Toc151373930)

[5. Liste de vérification de la Lentille des petites entreprises (annexe C) 29](#_Toc151373931)

# Introduction

La [Politique sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises](https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/gestion-reglementation-federale/lignes-directrices-outils/politique-limitation-fardeau-reglementaire-entreprises.html), qui a été publiée le 1erseptembre 2018, définit les exigences précises de la règle du « un pour un » et de la Lentille des petites entreprises. Le fondement juridique de la règle du « un pour un » se trouve dans la [*Loi sur la réduction de la paperasse*](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/R-4.5/page-1.html) et le [*Règlement sur la réduction de la paperasse*](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2015-202/page-1.html). La règle et la lentille sont décrites dans la [Directive du Cabinet sur la réglementation](https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/gestion-reglementation-federale/lignes-directrices-outils/directive-cabinet-reglementation.html), laquelle énonce les exigences relatives aux projets de règlement du gouvernement fédéral.

Le présent guide a été élaboré par le Centre de compétences réglementaire du Secteur des affaires réglementaires du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) dans le but d’apporter des précisions sur la politique. Le guide précise la façon dont le Secteur des affaires réglementaires interprète les exigences de la politique et propose des exemples tirés de réels projets de règlement, dans la mesure du possible. Le guide doit être consulté en parallèle avec la politique. Il est organisé en fonction de la structure de la politique.

# Définitions (section 5)

La section 5 de la politique énonce les définitions relatives à la règle du « un pour un » et à la Lentille des petites entreprises. La présente section fournit des exemples à l’appui des définitions.

#### Activités administratives par rapport à activités de conformité

La règle du « un pour un » oblige les organismes de réglementation à déterminer le fardeau administratif imposé aux entreprises qui découle des exigences réglementaires. La Lentille des petites entreprises exige de déterminer le fardeau administratif et de conformité en matière de réglementation imposé aux petites entreprises.

Il peut être difficile de déterminer s’il s’agit d’activités administratives ou d’activités de conformité, car certaines d’entre elles peuvent appartenir à l’une ou l’autre de ces catégories. L’essentiel est de déterminer l’objectif de l’exigence elle-même.

Les **activités de conformité** soutiennent directement le résultat réglementaire. Les **activités administratives** servent à démontrer la conformité aux exigences réglementaires.

Il convient donc de se demander si le résultat réglementaire escompté serait atteint si l’exigence n’existait pas.

**Exemples**

**Scénario de salubrité des aliments**

L’obligation de réfrigérer les aliments à une température donnée pour s’assurer qu’ils sont sûrs est une activité de **conformité**. Si les aliments ne sont pas conservés à cette température, ils risquent de ne pas être sûrs.

L’obligation de fournir à l’organisme de réglementation des rapports sur les relevés de température périodiques effectués au cours d’une certaine période est une activité **administrative**. Les rapports sur les relevés de température fournissent certes des informations utiles pour la surveillance réglementaire, mais ils ne sont pas nécessaires pour garantir la salubrité des aliments.

**Scénario du journal de bord**

Une partie réglementée peut être tenue de tenir un journal de bord contenant des informations spécifiques sur l’activité réglementée et de le conserver dans ses locaux. Le journal de bord peut avoir été créé pour répondre à plusieurs objectifs. Par exemple, il peut contenir une liste des personnes à contacter en cas d’urgence ou des informations sur les matières qui se trouvent sur les lieux. Ces objectifs opérationnels portent à croire que la tenue du journal de bord pourrait être une activité de conformité. Toutefois, les inspecteurs de réglementation pourraient également utiliser certaines des informations qu’il contient, ce qui laisse entendre qu’il pourrait s’agir d’une activité administrative au sens de la définition de la [*Loi sur la réduction de la paperasse*](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/r-4.5/page-1.html) et de la [Politique sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises](https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/lois/developpement-amelioration-reglementation-federale/exigences-matiere-elaboration-gestion-examen-reglements/lignes-directrices-outils/politique-limitation-fardeau-reglementaire-entreprises.html).

Le tableau 1 a pour but d’aider les organismes de réglementation à :

* distinguer les activités administratives des activités de conformité;
* bien catégoriser les activités.

**Tableau 1. Activités et éléments administratifs et de conformité connexes selon les exigences**

| **Activité** | **Élément administratif** | **Élément de conformité** |
| --- | --- | --- |
| Traitement de documents d’ordre général | * Préparation de documents d’ordre général, de rapports, de demandes de permis et d’autorisations * Présentation de ces documents au gouvernement * Classement et récupération de ces documents | * Achat de classeurs ou de serveurs pour stocker l’information |
| Traitement de documents complets et complexes | * Présentation de plans au gouvernement et en faire un résumé | * Préparation d’une évaluation des risques, d’un plan opérationnel, d’un plan de formation, d’un plan d’intervention d’urgence et d’un plan de mesure du rendement et d’évaluation * Collecte de données scientifiques pour la préparation d’un rapport * Achat de classeurs ou de serveurs pour stocker l’information |
| Classement et récupération de l’information | * Classement ou récupération d’information liée à une obligation du gouvernement fédéral | * Achat de classeurs ou de serveurs pour stocker l’information |
| Étiquetage | Sans objet | * L’étiquetage est considéré comme une activité de conformité. |
| Formation | * Tenue de registres de formation * Présentation des registres de formation au gouvernement | * Formation du personnel ou achat de matériel de formation |
| Exigences relatives aux essais | Sans objet | * Les méthodes et les exigences relatives aux essais sont généralement considérées comme des activités de conformité. * Les changements de méthodes et la modification des procédures d’essai n’entraînent généralement pas de coûts administratifs. |
| Approbations préalables à la mise en marché | Sans objet | * Les approbations préalables à la mise en marché relatives aux activités ou aux produits comme les médicaments, les dispositifs médicaux, les banques, les appareils de télécommunication et les évaluations environnementales sont généralement considérées comme des activités de conformité. |
| Application, audits et inspections | * Collecte et récupération d’information, et soutien aux inspecteurs ou aux vérificateurs du gouvernement dans l’application d’un règlement | Sans objet |

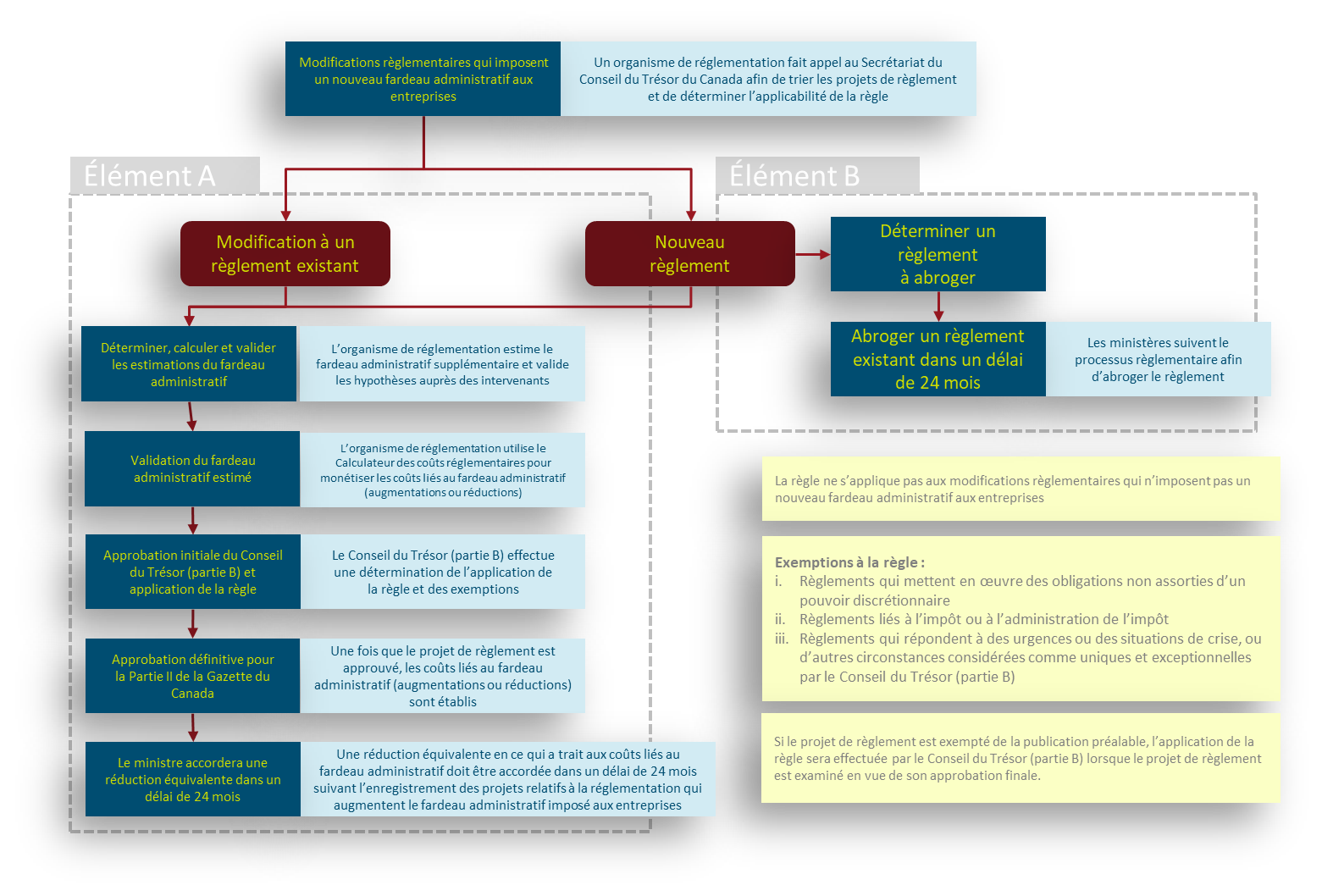
#### Taxes, frais et pénalités

Les taxes et les pénalités sont des transferts et ne sont pas considérées comme un fardeau administratif ou de conformité. Par conséquent, ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des coûts selon la règle du « un pour un » ou la Lentille des petites entreprises.

Les frais constituent un coût engagé par une partie réglementée en échange d’un bien ou d’un service et doivent être pris en compte dans le calcul des coûts selon la Lentille des petites entreprises. Cette façon de faire est conforme à la méthodologie de l’analyse coûts‑avantages. Toutefois, la règle du « un pour un » porte uniquement sur le fardeau administratif, qui ne comprend pas les frais.

# Règle du « un pour un » (section 7)

## Aperçu (paragraphe 7.1)



**Figure 1. Diagramme de la règle du « un pour un »**

## Exigences de la politique (paragraphe 7.2)

La règle du « un pour un » s’applique aux modifications réglementaires qui ont pour effet d’imposer un fardeau administratif supplémentaire aux entreprises. Les questions ci‑dessous aideront les organismes de réglementation à déterminer si la règle du « un pour un » s’applique à un projet de règlement.

1. Le projet de règlement a-t-il été pris ou approuvé par le gouverneur en conseil ou pris par un ministre de la Couronne?

* Si ni l’une ni l’autre de ces conditions ne s’applique, la règle ne s’applique pas.
* Si l’une ou l’autre de ces conditions s’applique, passez **aux questions 2 et 3.**

1. Le projet de règlement impose-t-il un fardeau administratif aux entreprises canadiennes ou réduit-il le fardeau administratif de celles-ci?

* Si ni l’une ni l’autre de ces conditions ne s’applique, l’élément A de la règle ne s’applique pas.
* Si l’une ou l’autre de ces conditions s’applique, l’élément A de la règle s’applique, et l’organisme de réglementation doit procéder à l’analyse indiquée dans la politique et intégrer cette analyse à la section du Résumé de l’étude d’impact de la réglementation (REIR) portant sur la règle du « un pour un ».

1. Le projet de règlement est-il un nouveau titre réglementaire qui impose un nouveau fardeau administratif aux entreprises ou abroge-t-il un titre réglementaire existant (ou plusieurs titres)?

* Si ni l’une ni l’autre de ces conditions ne s’applique, l’élément B de la règle ne s’applique pas.
* Si l’une ou l’autre de ces conditions s’applique, l’élément B de la règle s’applique et l’organisme de réglementation doit procéder à l’analyse indiquée dans la politique et intégrer cette analyse dans la section du REIR portant sur la règle du « un pour un ».

### Détermination des activités administratives (paragraphe 7.2.1)

#### Participation « volontaire » à une activité réglementée

Il arrive qu’une entreprise qui n’est pas soumise à un règlement choisisse de participer à une activité prévue dans un règlement afin d’en tirer un avantage quelconque.

Dans ce cas, même si la décision de participer à l’activité réglementée est volontaire, les exigences qui s’appliquent en raison de cette décision ne le sont pas. En d’autres mots, dès lors qu’une entreprise exerce une activité réglementée, elle est soumise aux exigences et aux pénalités connexes, quelle que soit la raison pour laquelle elle exerce ladite activité.

Dans de telles situations, les organismes de réglementation doivent calculer le coût du fardeau administratif imposé et le compenser dans un délai de deux ans, conformément à l’article 5 de la [*Loi sur la réduction de la paperasse*](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/R-4.5/page-1.html).

#### Application de la règle du « un pour un » lorsque des annexes ont été modifiées

Les modifications réglementaires apportées aux annexes d’une loi ou d’un règlement peuvent entraîner l’application de la règle du « un pour un », selon les circonstances particulières de la modification.

Les modifications des annexes qui n’ont pas pour effet d’imposer un nouveau fardeau administratif aux entreprises n’entraînent pas l’application de la règle du « un pour un », puisque celle-ci vise exclusivement les exigences administratives progressives et les nouveaux titres de règlement qui introduisent ces exigences.

Par exemple, Environnement et Changement climatique Canada peut demander au gouverneur en conseil l’autorisation d’ajouter une substance à l’annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement* (1999). L’ajout d’une substance à la loi n’impose pas un nouveau fardeau administratif aux entreprises, puisqu’il permet seulement au ministre de prendre des mesures complémentaires pour gérer les risques liés à la substance. Si une autre mesure entraîne une modification réglementaire, la règle du « un pour un » s’applique si cette mesure entraîne des coûts supplémentaires liés au fardeau administratif imposé aux entreprises.

Les modifications apportées aux annexes qui ont pour effet de permettre à une entreprise d’adhérer à un régime de réglementation en vigueur ne donnent pas lieu à l’application de la règle. Dans ce scénario, le nombre de parties réglementées change, mais pas la portée de l’activité de réglementation. Même si la population constitue un facteur à prendre en compte dans le Modèle des coûts standard, si le champ d’application du règlement demeure inchangé et les estimations du fardeau ne sont pas révisées, l’ajout d’une entreprise à une annexe n’entraîne pas l’application de la règle.

Par exemple, si une entreprise devient une banque, il faut modifier l’annexe 1 de la *Loi sur les banques* pour y ajouter cette entreprise. Toutefois, la règle du « un pour un » ne s’applique pas, car aucune modification n’a été apportée aux exigences réglementaires, et que seule une nouvelle entité a été ajoutée au régime réglementaire en vigueur.

Toutefois, la règle du « un pour un » s’applique si une modification réglementaire apportée à une annexe a pour effet d’imposer de nouvelles exigences administratives à des entreprises en élargissant le champ d’application du règlement.

Par exemple, l’établissement d’un nouveau parc national entraîne une modification réglementaire pour ajouter une nouvelle masse terrestre à l’annexe 1 de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*. Dans un tel cas, le champ d’application du règlement est élargi, et de nouvelles exigences réglementaires s’appliquent aux entreprises qui mènent ou qui souhaitent mener des activités dans le nouveau parc. La règle du « un pour un » s’appliquerait puisque la modification réglementaire aurait pour effet d’imposer de nouvelles exigences administratives qui n’existaient pas auparavant, ce qui constitue un fardeau administratif supplémentaire.

En somme, la modification d’une annexe n’entraîne pas automatiquement l’application de la règle du « un pour un ». Il faut aussi établir :

* si la modification augmente ou réduit le fardeau imposé aux entreprises;
* si la modification élargit le champ d’application des exigences réglementaires.

#### Application de la règle du « un pour un » aux modifications réglementaires liées à une incorporation par renvoi

Une modification réglementaire qui incorpore un document par renvoi comme une norme, un document technique ou une loi d’une autre administration peut faire en sorte que la règle s’applique lorsqu’elle entraîne de nouveaux coûts liés au fardeau administratif imposé aux entreprises.

Dans certains cas, les règlements peuvent incorporer un document qui devrait être mis à jour régulièrement, sans qu’il soit nécessaire d’apporter une modification réglementaire pour que le document mis à jour prenne effet. Ce type d’incorporation est connu sous le nom d’incorporation par renvoi « dynamique ». La règle du « un pour un » s’applique uniquement lorsque la modification réglementaire est apportée, et une modification ultérieure des documents incorporés n’entraînera pas l’application de la règle.

#### Application de la règle du « un pour un » aux responsabilités partagées entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux

Quant aux activités partagées, les ministères fédéraux doivent se conformer aux exigences de la règle du « un pour un ».

Si le gouvernement fédéral remplace une exigence ou un processus fédéral par une exigence ou un processus provincial ou territorial, l’allégement potentiel du fardeau administratif imposé aux entreprises pourrait être monétarisé (c’est-à-dire converti en valeur monétaire) et considéré comme une réduction du fardeau (et une « abrogation d’un titre », s’il y a lieu).

Si le gouvernement fédéral crée un règlement pour appuyer un processus provincial ou territorial et que le règlement s’applique uniquement aux entreprises dans les provinces ou les territoires qui n’ont pas une exigence ou un processus semblable en place, l’augmentation progressive des coûts du fardeau administratif imposé aux entreprises doit être monétarisée et considérée comme un fardeau supplémentaire.

Si une nouvelle entente prévoit que le ministre fédéral apporte une modification réglementaire qui entraîne de nouveaux coûts liés au fardeau administratif imposé aux entreprises à la demande d’une province ou d’un territoire, le ministre fédéral qui parraine la modification réglementaire se verra attribuer le fardeau supplémentaire (et l’« ajout d’un titre », s’il y a lieu) en vertu de la règle du « un pour un ».

#### Application de la règle du « un pour un » aux ententes avec les autres administrations

Les organismes de réglementation devraient veiller à ce que tous les accords internationaux et toutes les obligations internationales soient, dans la mesure du possible, formulés de manière à réduire au minimum le fardeau administratif imposé aux entreprises. Si le gouvernement fédéral n’a pas le pouvoir discrétionnaire sur le choix de l’instrument ou l’élaboration ou l’application du règlement, l’obligation pourrait être considérée comme non discrétionnaire et il serait possible de demander une exemption au Conseil du Trésor (partie B). Les organismes de réglementation ne doivent pas s’attendre à être exemptés de l’obligation de compenser pour les modifications réglementaires qu’ils proposent s’ils détiennent le contrôle de l’élaboration et de l’application du règlement.

### Validation des estimations du fardeau administratif (paragraphe 7.2.2)

Il est essentiel que les hypothèses utilisées pour estimer les répercussions d’un projet de règlement soient aussi exactes que possible. Les organismes de réglementation devraient valider ces hypothèses le plus tôt possible dans le processus d’élaboration du règlement.

Les hypothèses devraient reposer sur les commentaires importants des intervenants, qui peuvent être obtenus par divers moyens. Les organismes de réglementation peuvent choisir de mobiliser les intervenants dans le cadre d’un vaste processus de consultation officiel, bien qu’il puisse aussi être opportun de communiquer de manière informelle avec les principaux intervenants. Au bout du compte, les organismes de réglementation sont les mieux placés pour déterminer la façon de valider les hypothèses. La section sur la règle du « un pour un » du REIR devrait indiquer de quelle façon les hypothèses ont été validées.

S’il n’est pas envisageable de faire participer les intervenants, les organismes de réglementation doivent expliquer comment ils ont validé les hypothèses dans le cadre du projet de règlement. Ils peuvent choisir de se reporter à des échanges antérieurs avec les intervenants sur les hypothèses, si ces renseignements sont toujours considérés comme valides. Les renseignements provenant d’échanges antérieurs devraient être indiqués dans la section sur la règle du « un pour un » du REIR.

Il existe une exigence distincte pour remplir la section du REIR portant sur la consultation. Afin d’éviter les dédoublements, la section sur la consultation devrait donner un aperçu complet de toutes les activités de consultation. La section sur la règle du « un pour un » devrait mettre en évidence toute question précise liée à la règle et inviter le lecteur à se reporter à la section sur la consultation pour obtenir d’autres renseignements.

### Calcul des coûts administratifs (paragraphe 7.2.3)

Les coûts administratifs pour les entreprises doivent être calculés pour les projets de règlement qui entraînent l’application de la règle du « un pour un ». Le calcul devrait être effectué à l’aide du Calculateur des coûts réglementaires qui :

* est fondé sur le Modèle des coûts standard;
* applique la méthode définie dans le *Règlement sur la réduction de la paperasse*.

Une fois rempli, le Calculateur des coûts réglementaires doit être fourni au SCT.

Bien que les organismes de réglementation soient fortement encouragés à utiliser le Calculateur des coûts réglementaires, ils peuvent utiliser tout autre outil de calcul, sous réserve qu’il soit communiqué au Secteur des affaires réglementaires du SCT avant la publication dans la *Gazette du Canada*, afin de confirmer que la méthode requise a été appliquée correctement, comme l’indique le *Règlement sur la réduction de la paperasse*.

#### Options de conformité multiples et exigences réglementaires basées sur les résultats

Afin de mieux répondre aux besoins des parties réglementées, les organismes de réglementation sont encouragés à faire preuve de souplesse dans l’élaboration des règlements. Selon la Directive du Cabinet sur la réglementation, les organismes de réglementation « doivent chercher à concevoir des règlements axés sur les résultats ou sur le rendement, selon le cas, dans le but de réduire au minimum le fardeau réglementaire imposé aux entreprises et aux Canadiens ».

Les exigences réglementaires fondées sur les résultats permettent aux parties réglementées de décider de la manière dont elles atteindront le résultat prévu par le règlement sans avoir à suivre un processus visé par règlement. En règle générale, les parties doivent ensuite fournir à l’organisme de réglementation davantage d’informations sur leur méthode afin que ce dernier puisse s’assurer qu’il s’agit d’une méthode rigoureuse. Les règlements basés sur les résultats ont donc tendance à représenter un fardeau administratif plus important que les règlements normatifs, pour lesquels la méthode est intégrée aux exigences.

Certaines parties réglementées préfèrent toutefois une approche normative. Le fait de disposer d’un processus de conformité fixe signifie qu’elles n’ont pas à consacrer du temps et des efforts à l’élaboration de leur propre processus. Comme le processus est connu, l’approche normative tend à alléger le fardeau administratif. Les organismes de réglementation peuvent établir une ou plusieurs façons de se conformer à une exigence réglementaire. Ils peuvent également prévoir une façon fondée sur les résultats de se conformer à l’exigence.

Si elles ont le choix, les parties réglementées choisiront l’option qui convient le mieux à leur situation. Parfois, un règlement basé sur les résultats qui offre une certaine flexibilité en matière de conformité peut s’avérer efficace pour les parties réglementées, même si les coûts administratifs connexes sont plus élevés. Toutefois, la règle du « un pour un » ne vise pas les économies réalisées à l’égard du fardeau de conformité, car le fardeau de conformité n’entre pas dans le champ d’application de la *Loi sur la réduction de la paperasse* ni dans celui du règlement connexe. Les organismes de réglementation doivent compenser le fardeau administratif supplémentaire, mais ils ne peuvent pas tenir compte des gains d’efficacité en matière de conformité. Par conséquent, la règle a pour effet non prévu de dissuader les organismes de réglementation d’utiliser une approche réglementaire fondée sur les résultats.

Pour remédier à cet effet non prévu, lors du calcul des coûts des différentes options, les organismes de réglementation doivent partir du principe que le fardeau administratif imposé est le montant minimum qu’une partie réglementée devra prendre en charge pour se conformer à l’exigence. Lors du calcul des coûts du fardeau réglementaire, les organismes de réglementation doivent partir du principe que **toutes** les parties réglementées choisiront l’option la moins coûteuse. Si l’option la moins coûteuse n’a pas pour effet d’imposer un fardeau administratif aux entreprises, la règle ne s’appliquera pas. Cette approche consistant à utiliser l’option la moins coûteuse dans le processus de calcul des coûts s’applique au processus de calcul des coûts pour toutes les combinaisons d’exigences normatives ou fondées sur les résultats. Toutefois,

* elle ne s’applique que lorsque plusieurs options permettent d’obtenir exactement le même résultat, par exemple, si le résultat est le respect d’une norme technique, toutes les options doivent respecter cette norme, et pour les options qui permettent d’obtenir un résultat différent (par exemple, autre que le respect d’une norme), il n’est pas possible d’utiliser cette approche et le calcul des coûts doit être effectué séparément pour chacune des options en fonction de l’intérêt prévu pour chaque activité;
* elle ne s’applique pas aux situations pour lesquelles la partie réglementée peut choisir de ne pas participer à l’activité réglementée, et la décision de ne pas participer n’aboutit pas au même résultat réglementaire que la participation, ce qui signifie qu’elle n’est donc pas équivalente et ne peut être considérée comme l’option la moins coûteuse aux fins du calcul des coûts.

L’utilisation de l’option la moins coûteuse comme base pour le calcul des coûts peut donner lieu à des incohérences entre la section sur la règle du « un pour un » et la section sur l’analyse des coûts‑avantages du REIR. L’analyse coûts‑avantages :

* permet d’estimer l’avantage net d’après les hypothèses sur l’utilisation de chaque option;
* ne se fonde jamais sur une utilisation à 100 % de l’option qui présente les coûts administratifs les moins élevés.

Dans un souci de clarté et de transparence, lorsque les hypothèses utilisées dans la section sur la règle du « un pour un » diffèrent de celles dans la section sur l’analyse coûts-avantages du REIR, il faut indiquer clairement les différences dans la section sur la règle du « un pour un ».

#### Ensemble de règlements

Il est parfois nécessaire de recourir à plusieurs instruments réglementaires pour prendre toutes les mesures techniques liées à une modification réglementaire. Il peut s’agir d’une combinaison de nouveaux règlements, de modifications réglementaires, d’ordonnances et de décrets qui sont regroupés et approuvés ensemble, chacun ayant son propre numéro DORS (décrets, ordonnances et règlements statutaires). Il y a souvent un seul REIR pour l’ensemble de l’initiative qui accompagne l’un des instruments, et les autres instruments renvoient à l’instrument qui contient le REIR.

Si l’initiative modifie le fardeau administratif imposé aux entreprises, la modification doit être calculée et prise en compte dans le cadre de la règle du « un pour un ». Le fardeau administratif net lié à l’initiative (élément A) peut être indiqué comme un montant unique dans le REIR. En ce qui concerne les initiatives pour lesquelles un seul instrument est utilisé, le fardeau peut aussi être indiqué comme un montant unique dans le REIR.

Si l’initiative comprend plusieurs nouveaux règlements (tels qu’ils sont définis dans la Politique sur la limitation du fardeau réglementaire sur les entreprises), chacun sera compté comme un titre dans l’élément B. Si tous les instruments de l’ensemble ne donnent pas lieu à des modifications particulières qui augmentent le fardeau, le fait de compter les titres de cette façon pourrait indûment gonfler le solde du portefeuille dans l’élément B.

Pour éviter que cela se produise, il est important d’indiquer clairement dans le REIR :

* quel instrument comprend les exigences desquelles découlent les changements dans le fardeau administratif;
* le montant du fardeau associé à chaque instrument.

Ainsi, il sera possible de s’assurer que seuls les instruments qui alourdissent le fardeau sont pris en compte dans l’élément B.

### Évaluation des coûts administratifs (paragraphe 7.2.4)

Afin de retirer l’effet de l’inflation et tenir compte du coût d’opportunité du capital, les coûts doivent être exprimés en dollars constants et être actualisés afin de permettre une comparaison utile et conforme, peu importe l’année au cours de laquelle les résultats ont été mesurés initialement.

Le *Règlement sur la réduction de la paperasse* établit la façon de rajuster les coûts administratifs compris dans le projet de règlement. Les montants qui sont présentés dans le REIR doivent être identiques à ceux générés par le Calculateur des coûts réglementaires. Le seul arrondissement des montants permis est au dollar près.

Le *Règlement sur la réduction de la paperasse* exige que l’année 2012 soit utilisée comme année de référence et comme année de base de la valeur actualisée aux fins de l’évaluation de l’augmentation et de la réduction du fardeau. Un taux d’actualisation de 7 % doit être utilisé aux fins de l’évaluation de l’augmentation et de la réduction du fardeau. Les salaires peuvent être rajustés au niveau des prix de 2012 en appliquant la formule ci-après.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Coût horaire estimé | x | Rapport entre la valeur de l’indice des prix à la consommation (IPC) pour 2012 et la valeur de l’IPC pour l’année au cours de laquelle le coût a été estimé[[1]](#footnote-1) |

Les organismes de réglementation doivent utiliser une période de prévisions de 10 ans aux fins de l’évaluation de l’augmentation et de la réduction du fardeau. Ces prévisions sur 10 ans doivent commencer à la date d’enregistrement du règlement.

### Compensation des coûts administratifs (paragraphe 7.2.5)

En vertu de l’élément A de la règle, les modifications réglementaires qui entraînent de nouveaux coûts administratifs pour les entreprises doivent être compensées par une réduction équivalente des coûts administratifs découlant de la réglementation existante.

Cette compensation peut être réalisée par divers moyens, notamment :

* en supprimant des exigences particulières relatives à la conservation de l’information;
* en modifiant les échéanciers pour la présentation de rapports;
* en autorisant la collecte de renseignements par voie électronique;
* en autorisant l’échange de renseignements entre les ministères fédéraux ou d’autres ordres de gouvernement.

La règle du « un pour un » s’applique uniquement aux modifications réglementaires telles qu’elles sont définies dans la *Loi sur la réduction de la paperasse*, et les organismes de réglementation ne peuvent pas s’attribuer le crédit de la réduction du fardeau en modifiant des politiques ou des programmes qui réduisent les coûts du fardeau administratif imposé aux entreprises, sauf si la réduction des coûts est directement liée à la modification réglementaire.

Les organismes de réglementation sont encouragés à déterminer de façon proactive le fardeau existant qui pourrait être éliminé. Cette mesure profitera immédiatement aux entreprises, et la réduction du fardeau qui en découle pourrait être appliquée aux obligations de compensation en vigueur, ou être conservée pour répondre à des exigences futures.

### Titres réglementaires compensatoires (paragraphe 7.2.6)

#### Types de règlements qui répondent aux critères de l’élément B

**Règlements désuets**

Un règlement désuet est un règlement qui n’est plus en vigueur parce que l’activité réglementée n’est plus exercée ou que la date d’expiration du règlement est dépassée. Lorsqu’ils suppriment un règlement désuet, les organismes de réglementation ne peuvent obtenir un crédit qu’au titre de l’élément B.

**Règlements ayant des répercussions sur les entreprises**

Un titre réglementaire peut être supprimé pour obtenir un crédit au titre de l’élément B. Il est aussi possible d’obtenir un crédit au titre de l’élément A si le règlement permet de réduire les coûts administratifs pour les entreprises.

**Règlements n’ayant aucune répercussion sur les entreprises**

Un règlement sans répercussions sur les entreprises peut être supprimé pour répondre aux critères de l’élément B. Toutefois, aucun crédit ne peut être obtenu pour la suppression au titre de l’élément A.

#### Abrogation et remplacement

Lorsqu’un règlement est abrogé et remplacé par un autre, le traitement du titre supprimé et du titre ajouté dépend de la question de savoir si le nouveau titre entraînera ou non une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises.

Si le nouveau règlement donne lieu à une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises (c’est-à-dire si l’élément A s’applique), le nouveau titre et le titre abrogé sont respectivement pris en compte comme un titre ajouté et un titre supprimé respectivement. Si plus d’un titre est abrogé, chaque titre est compté comme un titre supprimé. Toute modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises est prise en compte sous l’élément A.

Si le nouveau règlement ne donne pas lieu à une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises (c’est-à-dire si l’élément A ne s’applique **pas**), le nouveau titre n’est pas pris en compte comme un ajout, et le premier règlement abrogé n’est pas pris en compte comme un règlement supprimé. Toutefois, si plusieurs titres sont abrogés, chaque titre abrogé supplémentaire est pris en compte comme un règlement supprimé.

Pour plus de clarté, le tableau 2 montre l’application d’une telle situation.

**Tableau 2. Application de la règle du « un pour un »**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Modification du fardeau** | **La modification entraîne un fardeau administratif** | **La modification n’entraîne aucun fardeau administratif** |
| **Net zéro** | Sous l’élément B, le nouveau titre est pris en compte comme un ajout de titre, et le titre abrogé, comme une suppression de titre.  Toute modification progressive du fardeau administratif est prise en compte sous l’élément A. | Sous l’élément B, le nouveau titre n’est pas pris en compte comme un ajout, et le titre abrogé n’est pas pris en compte comme une suppression de titre. |
| **Réduction nette** | Sous l’élément B, le nouveau titre est pris en compte comme un ajout, et **tous** les titres abrogés sont pris en compte comme une suppression de titre.  Toute modification progressive du fardeau administratif est prise en compte sous l’élément A. | Sous l’élément B, le nouveau titre n’est pas pris en compte comme un ajout. Le **premier** titre abrogé n’est pas pris en compte comme une suppression de titre, mais chaque titre abrogé supplémentaire est pris en compte comme une suppression de titre. |

#### Abrogations automatiques

Un nouveau règlement comporte parfois une clause qui permet son abrogation automatique, sans qu’il soit nécessaire d’adopter un instrument d’abrogation distinct. Cette clause indique également ce qui pourrait déclencher l’abrogation, par exemple :

* une date ultérieure en particulier;
* une date ultérieure variable;
* une condition ou un ensemble de conditions.

Lorsqu’un règlement est abrogé automatiquement, il convient de l’indiquer dans la section du REIR consacrée à la règle du « un pour un » et d’en discuter avec l’analyste du Secteur des affaires réglementaires pour confirmer que les éléments A et B ont été appliqués correctement.

Lors de l’élaboration du nouveau règlement, il faut prévoir l’application de la règle du « un pour un » à l’abrogation éventuelle (voir le paragraphe 3.2.6 de la politique et l’information de la présente section sur l’application des éléments A et B).

* Un nouveau titre réglementaire donnant lieu à un nouveau fardeau administratif pour les entreprises entraînerait l’application des éléments A et B de la règle. Le fardeau administratif et le titre seraient sans doute pris en compte lors de l’adoption, puis supprimés lors de l’abrogation.
* Un nouveau règlement qui n’impose pas de fardeau administratif n’entraînerait pas l’application de l’élément A ni de l’élément B lors de son adoption, mais entraînerait l’application de l’élément B lors de son abrogation.

Aux fins de la règle du « un pour un », l’abrogation du titre (et du fardeau, s’il y a lieu) est comptée comme une suppression de titre (et de fardeau, s’il y a lieu) à la date de son abrogation. Ainsi, le nouveau titre et le nouveau fardeau comptent comme un ajout de titre et de fardeau dès que le règlement est pris, mais l’abrogation ne compte comme une suppression de titre et de fardeau qu’une fois que le titre est effectivement abrogé. Il en est ainsi parce que le règlement pourrait être modifié de telle sorte que la disposition d’abrogation pourrait être modifiée ou ne pas être appliquée, ce qui ferait que la suppression du règlement ne se produirait pas réellement.

Lorsque vous devez consigner l’abrogation d’un règlement qui imposait un fardeau administratif aux entreprises, vous devez indiquer les répercussions différentielles de l’abrogation. Pour l’élément A (fardeau), étant donné qu’il n’y a pas de modification réglementaire distincte, il n’est pas possible de recalculer le coût de ces répercussions. Dans ce cas, vous devrez vous appuyer sur le calcul initial du coût annualisé des répercussions. Pour l’élément B (titres), le titre qui était compté comme un titre ajouté est simplement compté comme un titre supprimé.

Pour les règlements qui n’imposent pas de fardeau administratif aux entreprises, la règle du « un pour un » ne s’applique pas lorsque le règlement est pris. Toutefois, l’abrogation du règlement entraînerait l’application de l’élément B, ce qui signifie que le résultat net final correspondrait à un fardeau administratif nul, mais à un titre réglementaire en moins. Le titre supprimé n’est pas compté tant que l’abrogation n’a pas eu lieu officiellement. Le solde négatif résulte des différents critères applicables aux titres ajoutés et aux titres supprimés en vertu du paragraphe 5(2) de la *Loi sur la réduction de la paperasse*.

Lorsque la date d’abrogation est précisée, indiquez-la dans le REIR et précisez que l’abrogation sera prise en compte à partir de cette date. S’il s’agit d’une date d’abrogation variable (par exemple, liée à l’entrée en vigueur d’un instrument distinct d’une mesure non réglementaire), indiquez-le également. L’analyste du Secteur des affaires réglementaires indiquera alors, dans la section du REIR consacrée à la règle du « un pour un », les conditions de l’abrogation éventuelle. Informez l’analyste du Secteur des affaires réglementaires à l’approche de la date de l’abrogation.

Aux fins de l’établissement de rapports publics, les abrogations automatiques sont comptées dans l’exercice financier au cours duquel elles ont eu lieu officiellement. Elles font partie des données décrites à l’alinéa 7b) du *Règlement sur la réduction de la paperasse* qui doivent figurer dans le rapport annuel prévu à l’article 9 de la *Loi sur la réduction de la paperasse*.

### Rapprochement à partir d’un portefeuille (paragraphe 7.2.7)

#### Responsabilité ministérielle conjointe

Selon le paragraphe 7.2.7 de la politique, « si deux ministres ont une responsabilité partagée en vertu de la loi et, ils parrainent conjointement la modification réglementaire, on attribue l’augmentation ou la réduction du fardeau, l’ajout ou la suppression du règlement au ministre qui est le principal responsable de la modification réglementaire ».

Par exemple, le ministre de la Santé et le ministre de l’Environnement sont conjointement responsables de l’évaluation des substances toxiques en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement* (1999). Les deux ministres pourraient conjointement parrainer des règlements pour répondre à la menace posée par les diphényles polychlorés pour la santé humaine et l’environnement. Toutefois, puisque le ministère de l’Environnement dirige l’élaboration et l’application de ces règlements, la totalité des coûts administratifs serait attribuée au ministre de l’Environnement.

### Non-conformité à l’obligation de compenser (paragraphe 7.2.8)

#### Résolution des cas de non-conformité au titre des éléments A et B

Le paragraphe 7.2.5 de la politique énonce l’obligation de compenser les nouveaux coûts administratifs dans un délai de deux ans, et le paragraphe 7.2.6 vise le même processus en lien avec tout nouveau titre réglementaire qui impose un fardeau aux entreprises. Le Secteur des affaires réglementaires du SCT surveille :

* l’adoption de nouvelles exigences réglementaires et administratives et de nouveaux titres;
* la compensation des coûts et titres connexes liés aux modifications réglementaires ultérieures.

En cas de non-conformité d’un ministère ou d’un organisme, par exemple, le ministère ou l’organisme n’est pas en mesure de supprimer un titre ou une exigence réglementaire en vigueur dans les délais impartis, voici les étapes à suivre :

1. le SCT avise le responsable du portefeuille lorsque l’échéance de deux ans du portefeuille approche pour compenser le nouveau fardeau, et lui demande comment il entend procéder à la compensation avant l’échéance;
2. si le responsable du portefeuille n’a pas prévu de modification réglementaire qui pourrait permettre la compensation, il doit mener un examen approfondi de la réglementation en vigueur pour déterminer les exigences ou les titres en vigueur qui pourraient être supprimés;
3. en dernier recours, si le responsable du portefeuille n’est pas en mesure de trouver des exigences administratives ou des titres à supprimer, le Conseil du Trésor (partie B) envisagera des moyens possibles de rétablir la conformité du portefeuille;
4. le président du Conseil du Trésor peut divulguer les cas de non-conformité dans les rapports publics, par exemple les rapports annuels au Parlement, afin d’assurer la transparence auprès des intervenants et des parties réglementées.

### Exemptions (paragraphe 7.2.9)

L’article 6 du *Règlement sur la réduction de la paperasse* définit trois catégories d’exemptions à l’obligation de compenser tout nouveau fardeau réglementaire ou titre. La décision d’accorder une exemption dans le cadre d’un projet de règlement revient au Conseil du Trésor (partie B), et les organismes de réglementation doivent consulter le Secteur des affaires réglementaires au sujet de la raison pour laquelle une exemption est demandée. Le Conseil du Trésor examine chacune des demandes d’exemption, et lui seul peut décider si un projet de règlement remplit les critères d’exemption. Il lui incombe ensuite d’approuver ou de refuser l’exemption.

La première question à poser dans l’examen d’une demande d’exemption est celle de savoir si la modification proposée imposerait un nouveau fardeau administratif aux entreprises. Les exemptions s’appliquent uniquement à l’obligation de compenser l’augmentation du fardeau, et visent exclusivement les règlements qui imposeraient un nouveau fardeau administratif. Sans nouveau fardeau administratif, il n’y a aucune raison de demander une exemption.

Les exemptions ne s’appliquent pas aux règlements qui réduisent le fardeau administratif (réduction du fardeau ou suppression d’un règlement). Les organismes de réglementation ont l’obligation d’indiquer les réductions du fardeau dans leurs projets de règlement. Ces réductions du fardeau peuvent être conservées et appliquées pour compenser un fardeau administratif futur.

Les facteurs à prendre en considération relativement à chaque catégorie d’exemption sont définis ci‑après.

#### Fiscalité et administration fiscale

Pour demander une exemption relative à cette catégorie, les organismes de réglementation doivent démontrer que le projet de règlement est lié à la fiscalité ou à l’administration fiscale. Les coûts administratifs prévus doivent être estimés et déclarés conformément aux exigences énoncées aux paragraphes 7.2.2 et 7.2.3 de la politique.

Si l’exemption est accordée par le Conseil du Trésor, les coûts prévus dans le cadre du projet de règlement ne sont pas visés par l’obligation de compensation sous l’élément A. Toutefois, les organismes de réglementation doivent estimer et déclarer les coûts administratifs relatifs au projet de règlement à des fins de transparence.

#### Obligations non assorties d’un pouvoir discrétionnaire

Pour demander une exemption relative à cette catégorie, les organismes de réglementation doivent démontrer qu’il ne dispose d’aucun pouvoir discrétionnaire quant à l’élaboration et l’application du règlement, notamment en présentant des renseignements liés aux éléments ci‑dessous :

* la source de l’obligation;
* les contraintes que fait peser l’obligation sur l’élaboration et l’application du règlement.

Les coûts administratifs prévus doivent être estimés et déclarés conformément aux exigences énoncées aux paragraphes 7.2.2 et 7.2.3 de la politique.

Si l’exemption est accordée par le Conseil du Trésor, les coûts prévus dans le cadre du projet de règlement ne sont pas visés par l’obligation de compensation sous l’élément A. Toutefois, les organismes de réglementation doivent estimer et déclarer les coûts administratifs relatifs au projet de règlement à des fins de transparence.

#### Urgences et circonstances uniques ou exceptionnelles

Cette catégorie offre au Conseil du Trésor une grande marge de manœuvre pour accorder une exemption de l’obligation de compenser s’appliquant à des projets de règlement. Compte tenu de cette marge de manœuvre, aucune exemption accordée au titre de cette catégorie ne doit indûment enfreindre l’esprit ou l’intégrité de la *Loi sur la réduction de la paperasse*. Les organismes de réglementation doivent clairement énoncer les raisons pour lesquelles ils demandent une exemption, y compris les risques particuliers liés au fait de ne pas obtenir une exemption.

Si l’exemption est accordée par le Conseil du Trésor, les coûts prévus dans le cadre du projet de règlement ne sont pas visés par l’obligation de compensation sous l’élément A. Toutefois, les coûts administratifs prévus devraient être estimés et déclarés conformément aux exigences énoncées aux paragraphes 7.2.2 et 7.2.3 de la politique à des fins de transparence.

Cette catégorie d’exemption n’est pas souvent utilisée, mais l’a été dans le cadre de règlements qui prévoient une réponse réglementaire immédiate. Cette exemption donne aux organismes de réglementation le temps nécessaire pour élaborer et proposer une mesure réglementaire plus permanente. Dans une telle situation, l’exemption peut être considérée comme une mesure provisoire, et la règle du « un pour un » pourrait s’appliquer à la mesure permanente ultérieure.

### Exigences relatives aux résumés de l’étude d’impact de la réglementation (paragraphe 7.2.10)

L’information qui doit être présentée dans la section sur la règle du « un pour un » du REIR dépend de plusieurs facteurs, le plus important étant la question de savoir si la règle s’applique ou non au projet de règlement. Les paragraphes suivants constituent un aperçu de l’information exigée dans un certain nombre de scénarios.

#### La règle du « un pour un » ne s’applique pas

**Le projet de règlement ne fait pas partie du champ d’application de la règle**

Le projet ne fait pas partie du champ d’application de la règle tel qu’il est défini à la section 2 de la Directive du Cabinet et la section 3 de la politique.

Le champ d’application de la règle englobe les règlements pris ou approuvés par le gouverneur en conseil, et ceux pris par un ministre de la Couronne. Il exclut les règlements adoptés par un organisme, un tribunal ou une autre entité qui est autorisée à le faire par le Parlement dans un domaine quelconque.

Si le projet comprend une section sur la règle du « un pour un », il devrait comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” ne s’applique pas puisque le règlement est pris par une autorité de réglementation indépendante, et ne fait donc pas partie du champ d’application de la règle. »

**Il n’y a pas de répercussions sur les entreprises et aucun ajout ou suppression de titre**

Le projet n’a aucune répercussion sur un type quelconque d’entreprise au sens de la section 5 de la politique, et il n’y a aucun ajout ou suppression de titre.

Dans un tel scénario, la section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” ne s’applique pas puisqu’il n’y a aucune répercussion sur les entreprises ».

**Aucune modification du fardeau administratif imposé aux entreprises et aucun ajout ou suppression de titre**

Le projet peut avoir des répercussions sur les entreprises, mais il n’entraîne aucune modification progressive du fardeau administratif. Il n’y a aucun ajout ou suppression de titre, et le projet ne consiste pas à abroger un titre pour le remplacer par un autre.

Dans un tel scénario, la section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” ne s’applique pas puisqu’il n’y a aucune modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises et qu’aucun titre réglementaire n’est abrogé ou pris. »

#### La règle du « un pour un » s’applique

**L’élément A s’applique**

Le projet augmente ou réduit le fardeau administratif progressif imposé aux entreprises. Dans la section sur la règle du « un pour un », il faut indiquer si le règlement augmente ou réduit le fardeau en vertu de la règle, et la valeur de la modification du fardeau administratif.

Dans un tel scénario, la section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique puisqu’il y a une augmentation ou une réduction progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises, et que le projet augmente ou réduit le fardeau en vertu de la règle. Aucun titre réglementaire n’est abrogé ou pris. »

Cet énoncé serait suivi de l’analyse menée selon les exigences, incluant la modification nette du fardeau administratif.

**Les éléments A et B s’appliquent**

Le projet remplit l’une des deux conditions ci-après :

* il introduit un nouveau titre réglementaire qui entraîne une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises;
* il supprime un titre réglementaire existant qui entraîne une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises.

Si le projet est considéré comme un ajout de titre sous l’élément B, il entraînera aussi nécessairement l’application de l’élément A. Dans un tel scénario, la section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique en raison de l’augmentation ou de la réduction progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises, et de l’ajout d’un nouveau titre réglementaire. »

Si le projet supprime un règlement existant et entraîne une augmentation ou une réduction progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises, la section sur la règle du « un pour un » du REIR doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique en raison d’une augmentation ou d’une réduction progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises, et de l’abrogation d’un titre existant (suppression d’un titre). »

L’énoncé applicable serait suivi de l’analyse menée selon les exigences, incluant la modification nette du fardeau administratif.

**L’élément B s’applique**

Si le règlement entraîne la suppression d’un titre sous l’élément B, sans toutefois entraîner une modification du fardeau administratif imposé aux entreprises, la section de la règle du « un pour un » du REIR doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique en raison de l’abrogation d’un titre réglementaire, et parce que le projet est considéré comme une suppression de titre. »

Cet énoncé serait suivi de l’analyse menée selon les exigences.

**Abrogation d’un règlement et remplacement par un autre accompagné d’une modification du fardeau administratif imposé aux entreprises**

Le projet abroge un titre réglementaire existant, et le remplace par un nouveau titre, et la modification entraîne une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises.

Dans un tel scénario, l’élément A s’applique en raison de la modification nette du fardeau administratif, et parce que l’abrogation et le remplacement ont un effet net nul sous l’élément B.

La section sur la règle du « un pour un » du REIR doit comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique puisque le projet entraîne une modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises. Le projet abroge un règlement existant et le remplace par un nouveau titre réglementaire, ce qui n’entraîne aucune augmentation ou réduction nette des titres réglementaires. »

Cet énoncé serait suivi de l’analyse relative à l’élément A menée selon les exigences, incluant la modification nette du fardeau administratif.

**Abrogation d’un règlement et remplacement par un autre sans modification du fardeau administratif imposé aux entreprises**

Le projet abroge un titre réglementaire existant et le remplace par **un** nouveau titre réglementaire qui traite essentiellement de la même question.

Dans ce scénario, l’élément B de la règle s’applique, mais aucun des deux règlements n’est considéré comme un ajout ou une suppression de titre. La section du REIR consacrée à la règle du « un pour un » devrait comprendre le libellé suivant : « La règle du “un pour un” s’applique, car le projet abroge un règlement existant et le remplace par un nouveau titre réglementaire. Il n’y a pas de modification progressive du fardeau administratif imposé aux entreprises ni d’augmentation ou de réduction nette des titres réglementaires. »

**Abrogation d’un règlement et remplacement par un autre (réduction nette)**

Le projet introduit un nouveau titre réglementaire et abroge **plus d’un** titre réglementaire existant qui aborde essentiellement la même question.

Dans ce scénario, l’élément B de la règle s’applique, et la différence nette dans les titres réglementaires est prise en compte comme une suppression de titres.

La section sur la règle du « un pour un » du REIR doit comprendre le libellé suivant : « Le projet abroge [indiquer le nombre] titres réglementaires existants et les remplace par un nouveau titre réglementaire. Par conséquent, un nombre net de [indiquer le nombre] titres supprimés a été pris en compte en vertu de la règle. »

Cet énoncé serait suivi de l’analyse menée selon les exigences.

**Abrogations automatiques**

Lorsqu’un nouveau règlement comporte une clause d’abrogation à une date ultérieure quelconque, ne comptez pas l’effet de l’abrogation au moment de l’introduction du règlement. Indiquez plutôt dans la section de la règle du « un pour un » que le règlement est visé par une abrogation automatique. Surveillez ensuite les conditions d’abrogation dans votre suivi du solde de l’élément B et, s’il y a lieu, du solde de l’élément A.

La section de la règle du « un pour un » devrait comprendre le libellé pertinent des sections ci-dessus pour indiquer les répercussions de l’élément A du nouveau règlement. Elle doit également comprendre le texte suivant relatif à l’élément B, au besoin :

* si le nouveau règlement **n’entraîne pas** l’application de l’élément A : « Le règlement sera abrogé automatiquement le (date/condition) et sera compté comme un titre supprimé à ce moment-là;
* si le nouveau règlement **entraîne** l’application de l’élément A : “Le règlement sera abrogé automatiquement le (date/condition) et sera compté comme un titre supprimé à ce moment-là. En outre, le fardeau administratif imposé actuellement aux entreprises sera éliminé à ce moment-là.

#### Exemptions

Le Conseil du Trésor peut accorder une exemption de l’obligation de compenser tout nouveau fardeau ou ajout de règlement dans le cadre d’un projet. Les paragraphes suivants contiennent le libellé standard qui doit apparaître dans la section du REIR sur la règle du « un pour un » pour chacune des trois catégories d’exemptions.

1. **Fiscalité ou administration fiscale**

La section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : ‘Le projet est lié à la fiscalité ou à l’administration fiscale, et est visé par une exemption de l’obligation de compenser le fardeau administratif et les titres réglementaires en vertu de la règle du « un pour un ».’

1. **Obligations non assorties d’un pouvoir discrétionnaire**

La section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : ‘Le projet met en place une obligation non assortie d’un pouvoir discrétionnaire, et est visé par une exemption de l’obligation de compenser le fardeau administratif et les titres réglementaires en vertu de la règle du « un pour un ».’

1. **Urgences et circonstances uniques ou exceptionnelles**

La section sur la règle du « un pour un » doit comprendre le libellé suivant : ‘Le projet vise une circonstance (urgente/unique/exceptionnelle) et est visé par une exemption de l’obligation de compenser le fardeau administratif et les titres réglementaires en vertu de la règle du “un pour un”.’

Si une exemption permet de se soustraire à l’obligation de compenser un nouveau fardeau ou un nouveau règlement, il n’en demeure pas moins qu’il est toujours avantageux pour les ministres et le grand public de connaître les répercussions d’une modification sur le fardeau administratif, à des fins de transparence. Les organismes de réglementation sont fortement encouragés à décrire en termes qualitatifs tout fardeau prévu et à inclure des renseignements quantitatifs et sur les coûts, dans la mesure du possible.

### Exigence de présentation de rapports annuels (paragraphe 7.2.11)

L’article 9 de la *Loi sur la réduction de la paperasse* exige la publication annuelle d’un rapport sur l’application de l’article 5 de la loi au cours de l’exercice financier précédent. La politique exige qu’un rapport soit présenté chaque année au Parlement pour :

* répondre aux exigences sur les rapports énoncées dans la *Loi sur la réduction de la paperasse*;
* faire rapport sur les autres initiatives de gestion de la réglementation.

Le rapport annuel peut aussi souligner les cas de non-conformité à l’obligation de compenser en vertu de la règle du « un pour un ». Dans un tel cas, il est attendu que le processus défini au paragraphe 7.2.8 de la politique aura déjà été mis en place.

Le premier rapport annuel au Parlement (exercice financier de 2016 à 2017) abordait la règle du « un pour un » ainsi que les avantages et les coûts des règlements les plus importants. Le format et le contenu du rapport annuel peuvent changer au fil du temps puisque le président du Conseil du Trésor peut choisir d’y inclure des renseignements sur d’autres initiatives de gestion de la réglementation.

# La Lentille des petites entreprises (section 8)

## Exigences de la politique (paragraphe 8.2)

La Lentille des petites entreprises s’applique aux modifications réglementaires qui ont pour effet d’imposer un fardeau administratif ou de conformité supplémentaire et progressif aux petites entreprises. Les questions ci-après ont été formulées pour aider les organismes de réglementation à établir si la lentille s’applique à un projet de règlement quelconque.

Le projet de règlement a-t-il été pris ou approuvé par le gouverneur en conseil ou pris par un ministre de la Couronne?

* Si ce n’est pas le cas, la lentille ne s’applique pas.
* Dans l’affirmative, passez à la question 2.

Le projet de règlement a-t-il des répercussions sur les entreprises canadiennes?

* Si ce n’est pas le cas, la lentille ne s’applique pas.
* Dans l’affirmative, passez à la question 3.

Le projet de règlement a-t-il des répercussions sur les petites entreprises canadiennes (telles qu’elles sont définies dans la politique)?

* Si ce n’est pas le cas, la lentille ne s’applique pas.
* Dans l’affirmative, la lentille s’applique.

Si la lentille s’applique, les organismes de réglementation doivent respecter les exigences définies dans la politique. La section 10 du présent guide indique l’information et le libellé standard à inclure dans le REIR pour chacun des scénarios susmentionnés.

### Détermination des répercussions sur les petites entreprises (paragraphe 8.2.1)

Pour tous les projets de règlement, les organismes de réglementation doivent indiquer si le règlement est susceptible d’avoir des répercussions sur les petites entreprises. Dans sa version antérieure, la Lentille des petites entreprises s’appliquait aux :

* règlements importants;
* règlements qui avaient de faibles répercussions, mais qui avaient des répercussions disproportionnées sur les petites entreprises.

La nouvelle version de la Lentille des petites entreprises s’applique à tous les projets de règlement. Toutefois, les exigences concernant l’analyse peuvent varier selon les coûts liés au projet de règlement.

### Description des répercussions sur les petites entreprises (paragraphe 8.2.2)

Une fois que les organismes de réglementation ont déterminé qu’il y aura des répercussions sur les petites entreprises, ils doivent décrire ces répercussions dans la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises. La description des répercussions formera le fondement de tout établissement éventuel des coûts des répercussions sur les petites entreprises. La description des coûts s’aligne sur les exigences relatives à l’énoncé de l’analyse coûts‑avantages du projet de règlement. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, consultez les exigences liées à l’analyse définies au paragraphe 6.1 de la [Politique sur l’analyse coûts-avantages](https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/gestion-reglementation-federale/lignes-directrices-outils/politique-analyse-couts-avantages.html).

L’ampleur des répercussions est tout d’abord déterminée en fonction du **coût total prévu à l’échelle nationale** du projet de règlement, et non en fonction du total des coûts pour les petites entreprises.

Pour les projets de règlement dont les coûts annuels anticipés sont inférieurs à un million de dollars, il faut présenter une description qualitative des répercussions sur les petites entreprises. Des renseignements sur les avantages quantitatifs et monétarisés peuvent aussi être présentés s’ils sont disponibles.

Pour les projets dont les coûts annuels prévus sont d’un million de dollars ou plus, il faut présenter une description quantitative des répercussions sur les petites entreprises. Dans les cas où les **avantages** ne peuvent pas être facilement monétarisés, une analyse quantitative des avantages peut être présentée. Néanmoins, tous les coûts doivent être monétarisés.

La Lentille des petites entreprises s’applique aux projets qui **réduiraient** le fardeau administratif et de conformité imposé aux petites entreprises. La description de ce fardeau réduit doit être présentée dans la section sur la Lentille des petites entreprises et formulée en des termes adaptés à l’ampleur des répercussions du projet de règlement. Les répercussions positives et négatives doivent être comprises dans le texte et dans les tableaux d’évaluation des coûts pour les projets de règlement qui ont des répercussions importantes sur les petites entreprises.

### Validation des estimations du fardeau administratif et de conformité (paragraphe 8.2.3)

Il est essentiel que les hypothèses utilisées pour estimer les répercussions d’un projet de règlement soient aussi exactes que possible. Les organismes de réglementation devraient valider ces hypothèses le plus tôt possible dans le processus d’élaboration du règlement.

Les hypothèses devraient reposer sur les commentaires des intervenants, qui peuvent être obtenus par divers moyens. Les organismes de réglementation peuvent choisir de mobiliser les intervenants dans le cadre d’un vaste processus de consultation officiel, bien qu’il puisse aussi être opportun de communiquer de manière informelle avec les principaux intervenants. Au bout du compte, les organismes de réglementation sont les mieux placés pour déterminer la façon de valider les hypothèses. La section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises devrait indiquer de quelle façon les hypothèses ont été validées.

S’il n’est pas envisageable de faire participer les intervenants, les organismes de réglementation doivent expliquer comment ils ont validé les hypothèses dans le cadre du projet de règlement. Ils peuvent choisir de se reporter à des échanges antérieurs avec les intervenants sur les hypothèses, si ces renseignements sont toujours considérés comme valides. Les renseignements provenant d’échanges antérieurs devraient être indiqués dans la section sur la règle du « un pour un » du REIR.

Il existe une exigence distincte pour remplir la section du REIR portant sur la consultation. Afin d’éviter les dédoublements, la section sur la consultation devrait donner un aperçu complet de toutes les activités de consultation. La section sur la Lentille des petites entreprises devrait mettre en évidence toute question précise liée à la lentille, et inviter le lecteur à se reporter à la section sur la consultation pour obtenir d’autres renseignements. Pour en savoir plus au sujet de la section sur la consultation, consultez le Guide d’élaboration de la réglementation et de rédaction du Résumé de l’étude d’impact de la réglementation.

### Prise en compte des besoins des petites entreprises (paragraphe 8.2.4)

Les organismes de réglementation doivent déterminer les répercussions éventuelles du projet de règlement sur les petites entreprises, et formuler le règlement de façon à atténuer au maximum ces répercussions. La section sur la Lentille des petites entreprises dans le REIR devrait expliquer ce processus afin que les décideurs sachent en quoi le projet tient compte des besoins des petites entreprises.

La réduction au minimum des coûts administratifs ou de conformité pour les petites entreprises ne doit pas être aux dépens de la santé, de la sécurité ou de la sûreté des Canadiens.

La Lentille des petites entreprises n’exige pas l’application d’une méthode précise pour tenir compte des besoins des petites entreprises, et les organismes de réglementation peuvent choisir toute option fournie à titre d’exemple ci-dessous ou toute autre option convenable :

* délais plus longs pour répondre aux exigences, prolongation des périodes de transition ou exemptions temporaires;
* normes fondées sur le rendement;
* exemptions partielles ou complètes des obligations de conformité, surtout pour les entreprises qui ont de bons antécédents (demander des conseils aux services juridiques si cette option est envisagée);
* réduction des coûts liés à la conformité;
* réduction des frais ou des autres charges ou pénalités;
* recours à des incitatifs du marché;
* obligations simplifiées sur la préparation de rapports et les inspections, notamment la diminution de leur fréquence;
* licences accordées de manière permanente, ou renouvelées moins souvent.

La collecte d’informations auprès des parties réglementées peut être complexe pour l’ensemble des entreprises, en particulier pour les petites entreprises. Les organismes de réglementation pourront envisager des moyens de réduire ce fardeau, notamment les suivants :

* utilisation de processus simplifiés pour la collecte d’informations, tels que BizPaL ou l’initiative de guichet unique de l’Agence des services frontaliers du Canada;
* utilisation d’informations (sauf les renseignements personnels) déjà collectées par un autre ministère ou une autre administration au lieu de demander la même information aux petites entreprises[[2]](#footnote-2);
* utilisation de formulaires où sont déjà indiqués les renseignements ou les données auxquels le ministère a déjà accès, afin de réduire le temps et les coûts nécessaires pour remplir les formulaires;
* recours à la collecte de données et aux rapports électroniques ou en ligne, y compris la validation et la confirmation électroniques de réception des rapports, s’il y a lieu;
* dans la mesure du possible, adoption de méthodes de production de rapports compatibles avec les processus des entreprises ou les normes internationales généralement acceptés.

Lorsqu’un règlement est censé atténuer les répercussions administratives ou de conformité sur les petites entreprises, l’obligation de décrire la manière dont les répercussions seront atténuées est appliquée différemment de la manière dont elle le serait si le règlement était censé imposer de nouveaux coûts. Étant donné que le résultat est bénéfique pour les petites entreprises, il peut n’y avoir aucune raison d’atténuer les répercussions. Dans ce cas, il suffit d’indiquer que les répercussions sont bénéfiques.

Il arrive parfois qu’un nouveau règlement entraîne une légère réduction nette des coûts pour les petites entreprises, mais une réduction encore plus importante des coûts pour les grandes entreprises. Cette situation peut soulever des problèmes de compétitivité pour les petites entreprises. Dans ce cas, il convient de décrire ces répercussions, ainsi que toute mesure susceptible de l’atténuer.

### Exigences plus souples pour les petites entreprises (paragraphe 8.2.5)

En plus de formuler le règlement afin qu’il soit adapté aux besoins des petites entreprises, les organismes de réglementation peuvent aussi proposer d’autres exigences administratives ou de conformité pour offrir une plus grande souplesse aux petites entreprises. Ces exigences plus souples ne doivent pas nécessairement se limiter aux petites entreprises, et peuvent aussi être proposées aux entreprises de toute taille. Les options devraient être décrites en détail dans la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises.

Dans certaines situations, offrir une telle souplesse n’est pas recommandé ou n’est pas possible, par exemple lorsque la loi habilitante prévoit un pouvoir de réglementation étroit ou prescriptif. Dans une telle situation, il revient aux organismes de réglementation de fournir les raisons dans la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises.

Dans les cas où le règlement est censé réduire les répercussions administratives ou de conformité sur les petites entreprises, l’obligation de décrire comment les répercussions seront atténuées est souvent appliquée différemment de la manière dont elle le serait si le règlement était censé imposer de nouveaux coûts. Étant donné que le résultat est bénéfique pour les petites entreprises, il n’y a peut-être pas de raison ou d’occasion d’offrir une plus grande souplesse aux parties touchées. Dans ces situations, il n’est pas nécessaire de faire référence à une plus grande souplesse, à moins qu’il n’existe différentes options auxquelles une petite entreprise pourrait avoir accès pour réaliser les avantages prévus.

### Calcul des coûts administratifs et de conformité (paragraphe 8.2.6)

Les coûts administratifs et de conformité pour les petites entreprises doivent être calculés pour les projets de règlement qui entraînent des coûts considérables. Dans la pratique, cette information serait étayée dans le cadre de l’analyse coûts‑avantages du projet de règlement. La section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises devrait :

* faire référence expressément aux répercussions sur les petites entreprises uniquement;
* inviter le lecteur à consulter la section de l’analyse coûts‑avantages pour en savoir plus.

Si les répercussions sur les petites entreprises d’un projet de règlement dont les coûts sont importants sont calculées dans le cadre de l’analyse coûts‑avantages, les montants devraient être exprimés pour la même année de référence (veuillez noter que le terme utilisé dans la Politique sur l’analyse coûts‑avantages est « année du prix ») que celle de l’analyse coûts‑avantages, et l’année de référence doit être indiquée en termes explicites dans la section sur la Lentille des petites entreprises.

Pour les projets de règlement qui entraînent de faibles coûts, l’analyse coûts‑avantages n’est pas obligatoire. Cependant, si des données quantitatives et monétarisées existent sur les répercussions sur les petites entreprises, les organismes de réglementation peuvent utiliser le Calculateur des coûts réglementaires du SCT ou un autre outil pour établir leurs estimations des coûts administratifs et de conformité. Les éléments probants à l’appui des calculs, dont le modèle, les données et les hypothèses doivent être présentés au SCT. L’année de référence de l’estimation des répercussions des coûts de la Lentille des petites entreprises doit être clairement indiquée dans la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises.

### Exigences liées aux résumés de l’étude d’impact de la réglementation (paragraphe 8.2.7)

L’information qui doit être présentée dans la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises est déterminée en fonction de plusieurs facteurs, dont le plus important est lié à la question de savoir si la lentille s’applique au projet de règlement. Les paragraphes suivants constituent un aperçu de l’information exigée dans divers scénarios.

#### Aucune analyse des petites entreprises n’est nécessaire

Même si la lentille ne s’applique pas, il faut tout de même expliquer dans la section sur la Lentille des petites entreprises du REIR pourquoi elle ne s’applique pas. Les scénarios suivants apparaissent en ordre de priorité, et reposent sur l’arbre décisionnel présenté au paragraphe 4.1 du présent guide. Les raisons pour lesquelles la lentille ne s’applique pas doivent reposer sur le niveau le plus élevé de l’arbre décisionnel, et les raisons supplémentaires doivent être précisées selon ce qui est indiqué ci‑après.

**Le projet ne fait pas partie du champ d’application de la lentille**

Le projet ne fait pas partie du champ d’application de la lentille tel qu’il est défini à la section 2 de la Directive du Cabinet et à la section 3 de la politique.

Le champ d’application de la lentille englobe les règlements pris ou approuvés par le gouverneur en conseil et ceux pris par un ministre de la Couronne. Il n’inclut pas les règlements pris par un organisme, un tribunal ou une autre entité autorisée à le faire par le Parlement dans un autre domaine.

Si le projet comprend une section sur la Lentille des petites entreprises, il devrait comprendre le libellé suivant : « Le règlement ne fait pas partie du champ d’application de la Lentille des petites entreprises parce qu’il est pris par une autorité de réglementation indépendante. »

**Aucune répercussion sur les entreprises**

Le projet n’a aucune répercussion sur tout type d’entreprise au sens de la section 5 de la politique.

Dans un tel scénario, la section sur la Lentille des petites entreprises doit comprendre le libellé suivant : « L’analyse effectuée dans le cadre de la Lentille des petites entreprises a révélé que le projet de règlement n’aura aucune répercussion sur les petites entreprises canadiennes. »

La section devrait aussi comprendre une courte explication de la nature du règlement et des entités qui subiront les répercussions.

**Aucune répercussion sur les petites entreprises**

Le projet n’a aucune répercussion sur les petites entreprises, mais aura des répercussions sur les entreprises qui n’entrent pas dans la définition de « petite entreprise » de la section 5 de la politique.

Dans un tel scénario, la section sur la Lentille des petites entreprises doit comprendre le libellé suivant : « L’analyse effectuée dans le cadre de la Lentille des petites entreprises a révélé que le projet de règlement n’aura aucune répercussion sur les petites entreprises canadiennes. »

Vu les répercussions sur les plus grandes entreprises, il est recommandé de donner une courte explication qualitative de ces répercussions à des fins de transparence.

#### Détermination et description des répercussions sur les petites entreprises

La Lentille des petites entreprises est appliquée si le projet de règlement impose de nouveaux coûts administratifs ou de conformité aux petites entreprises du Canada. Lorsque la lentille est appliquée, la section du REIR portant sur la Lentille des petites entreprises doit comprendre le libellé suivant : « L’analyse effectuée dans le cadre de la lentille des petites entreprises a révélé que le projet de règlement aura des répercussions sur les petites entreprises. »

L’analyse exigée au moyen de la Lentille des petites entreprises doit être présentée après cet énoncé et devrait permettre de répondre aux questions ci-dessous.

* Quelles sont les répercussions sur les petites entreprises?
* Comment ces répercussions ont-elles été prises en compte dans l’élaboration du règlement?
* Les petites entreprises ont-elles bénéficié d’une plus grande souplesse? Si ce n’est pas le cas, pourquoi?

Les répercussions sur les petites entreprises doivent être décrites conformément aux exigences définies au paragraphe 8.2.2 de la politique.

Tous les projets doivent décrire en termes qualitatifs les répercussions sur les petites entreprises afin de permettre aux décideurs de comprendre la nature des répercussions. Pour les projets de règlement qui ont des répercussions financières importantes, il faut aussi présenter une analyse monétarisée des répercussions sur les petites entreprises et les données quantitatives à l’appui, selon le cas. Pour les projets qui ont de faibles répercussions financières, il faut fournir uniquement une description qualitative. Il est aussi possible d’inclure une analyse monétarisée ou quantitative si elle est disponible.

La section devrait comprendre, entre autres, les renseignements suivants :

* le nombre de petites entreprises touchées;
* le coût estimé par petite entreprise;
* comment la population des petites entreprises touchées se compare à la population de grandes et moyennes entreprises touchées.

La section doit aussi indiquer de quelle façon les estimations et les hypothèses ont été validées ou formulées à partir des commentaires des intervenants.

D’après le paragraphe 8.2.4 de la politique, la section sur la Lentille des petites entreprises devrait indiquer comment les besoins des petites entreprises ont été pris en compte dans l’élaboration du règlement. Si l’organisme de réglementation n’avait pas le pouvoir discrétionnaire d’élaborer le projet de règlement, il doit fournir une courte explication informative.

Le paragraphe 8.2.5 de la politique exige des organismes de réglementation qu’ils envisagent d’offrir une plus grande souplesse aux petites entreprises lorsqu’ils élaborent des règlements. La section sur la Lentille des petites entreprises devrait comprendre une description des mesures prises pour offrir une plus grande souplesse aux petites entreprises. Si aucune mesure n’est prévue à cet égard, il faut expliquer pourquoi dans la section.

Les coûts calculés des activités administratives et de conformité :

* doivent être présentés pour les règlements qui ont des répercussions financières considérables et pour lesquels la lentille s’applique;
* devraient être présentés sous forme de texte, et des données monétarisées devraient accompagnées chaque activité énumérée;
* doivent être résumés dans le tableau ci-après et être ajoutés au REIR pour les projets importants qui ont des répercussions sur les petites entreprises et pour lesquels la lentille s’applique.

**Tableau 3. Modèle de résumé de la Lentille des petites entreprises**

**Résumé de la Lentille des petites entreprises**

Nombre de petites entreprises touchées : #  
Nombre d’années : # (indiquez aussi les périodes, par exemple, de 2020 à 2029)  
Année de référence des prix : 20##  
Année de référence de la valeur actualisée : 20##  
Taux d’actualisation : # %

Avantages

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Administration ou conformité** | **Description de l’avantage** | **Valeur actualisée** | **Valeur annualisée** |
| **Administration** | Par exemple, des exigences moins fréquentes en matière de rapports | **$** | **$** |
| **Conformité** | Par exemple, suppression des exigences en matière d’étiquetage des emballages | **$** | **$** |
| **Total** | **Avantages totaux** | **$** | **$** |

Coûts

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Administration ou conformité** | **Description du coût** | **Valeur actualisée** | **Valeur annualisée** |
| **Administration** | Par exemple, nouvelles inspections des locaux | **$** | **$** |
| **Conformité** | Par exemple, augmentation des tarifs des services | **$** | **$** |
| **Total** | **Coûts totaux** | **$** | **$** |

Répercussions nettes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Montant** | **Valeur actualisée** | **Valeur annualisée** |
| **Répercussions nettes sur toutes les petites entreprises touchées**  **[Avantages totaux moins coûts totaux]** | **$** | **$** |
| **Répercussions nettes moyennes sur chaque petite entreprise touchée**  **[Répercussions nettes divisées par le nombre de petites entreprises touchées].** | **$** | **$** |

# Liste de vérification de la Lentille des petites entreprises (annexe C)

Avant 2018, les organismes de réglementation devaient utiliser la liste de vérification de la Lentille des petites entreprises et l’inclure dans la version publiée du REIR. Il n’est plus obligatoire d’utiliser la liste de vérification, mais elle peut toujours être utile. La liste de vérification a donc été simplifiée et mise à jour. Elle est intégrée à la politique comme un outil pour aider les organismes de réglementation à tenir compte de manière uniforme et systématique des répercussions des nouveaux règlements ou des modifications réglementaires sur les petites entreprises. La liste de vérification se trouve à l’annexe C de la politique.

1. . Utilisez les données du [Tableau 18-10-0005-01](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1810000501&request_locale=fr) de Statistique Canada. S’il n’existe aucune donnée sur l’IPC pour l’année visée par l’estimation des coûts, utilisez les données de l’année la plus proche de celle au cours de laquelle l’estimation a été faite. [↑](#footnote-ref-1)
2. . La collecte, la conservation, l’utilisation, la communication et le retrait des renseignements personnels sont assujettis aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et toutes les questions de conformité liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* devraient être adressées au Bureau de l’accès à l’information et de la protection des renseignements personnels ou à l’Unité des services juridiques du ministère ou de l’organisme. [↑](#footnote-ref-2)